

nature à faire croire, surtout dans la province de Québec, à des progrès éminemment désirables, sans doute, mais qui prendront bien du temps à réaliser si nous ne donnons pas à notre population d'autre éducation qu'une louange exagérée.

Nos instruments agricoles sont-ils, comme vous le prétendez, supérieurs (ou même aussi bons ?) que ceux de l'Angleterre et des États-Unis ? Tout en désirant qu'il en soit comme vous l'affirmez, et tout en admettant un immense progrès dans cette voie depuis la protection nationale donnée à nos industries, permettez-moi de dire, après une étude assez approfondie du sujet, faite en Angleterre et aux États-Unis aussi bien qu'en Canada, que je suis loin de partager votre avis, en thèse générale, bien entendu.

D'un autre côté, cette question est si importante que je serais heureux de voir le gouvernement fédéral employer chaque année quelques milliers de piastres à la comparaison, par des ingénieurs et des spécialistes compétents, des meilleurs instruments aratoires, tant du Canada que de l'étranger. C'est là le système suivi par la Société Royale d'Agriculture en Angleterre, et avec des résultats tels que les instruments primés par cette Société sont disséminés dans tous les pays du monde. Ce système consiste à étudier chaque année, mais très à fond, une des séries d'instruments aratoires importants. Ainsi, une année, les primes au concours porteront sur la série des instruments destinés à la préparation et à l'ensemencement des terres. Une autre année, les instruments employés à la récolte auront leur tour. Une troisième année, les essais porteront, plus particulièrement, sur l'outillage dans la fabrication du beurre, du fromage et la manutention du lait, dans ses principales formes. Ainsi de suite, et selon leur importance, pour toutes les séries. En même temps des concours spéciaux sont ouverts à certains instruments dont l'importance est plus grande, et où les progrès sont plus particulièrement désirables.

Les jugements de cette société, rendus généralement par les spécialistes les plus dignes et les plus éclairés de l'Europe, sont acceptés, en ce qui regarde ces pays, par le monde entier. Mais comme nos récoltes sont beaucoup plus faibles et que nos circonstances, en général, sont différentes, il importe que des essais analogues soient faits ici, avec la même garantie de savoir et d'honorabilité. De semblables essais, en Canada, ne manqueraient pas d'amener très vite les dernières améliorations dans notre outillage agricole, et feraient connaître, en même temps, par le cachet officiel donné aux prix offerts par le gouvernement canadien, la valeur réelle de nos fabriques, ce qui faciliterait le développement de notre commerce avec l'étranger.

Avant de fermer cette parenthèse, permettez moi, M. le rédacteur, de vous féliciter, comme représentant d'un comité agricole aux Communes, de l'intérêt que vous portez aux questions agricoles. A ce titre, je vous prie d'étudier ma suggestion et de la faire valoir, si vous la jugez bonne, lors de la discussion qui se fera prochainement aux Communes sur le rapport du comité spécial des intérêts agricoles.

Maintenant, pour revenir à votre article d'hier, j'admets que le perfectionnement de l'outillage agricole est un signe évident de progrès dans l'agriculture. Mais ce progrès a principalement porté, jusqu'ici, sur les instruments qui permettent au cultivateur d'employer moins de main-d'œuvre et d'avoir pour eux mêmes, à certaines saisons, beaucoup plus de loisirs. En Canada, et surtout dans la province de Québec, le cultivateur produit trop, généralement, ce qui épuise sa terre, et il vend ces produits en nature, au lieu de les transformer, en produits animaux, beurre, fromage, laine, viande—qui, eux, permettent de rendre à la terre une partie plus ou moins grande de ce qui lui a été enlevé. Sous ces circonstances nous sommes arrivés, et très vite, à l'épuisement presque complet des richesses naturelles du sol.

Dans ces circonstances, vous l'admettez sans doute, le perfectionnement de l'outillage agricole n'aurait pour résultat final que de dépeupler nos paroisses, de priver les pauvres du travail qui les faisait vivre antérieurement, d'encourager les dépenses inutiles, en donnant aux cultivateurs des loisirs dont un trop grand nombre ne font pas un usage utile, et de faciliter davantage les cultures épuisantes pour la vente en nature.

Ne nous faisons donc pas illusion, M. le rédacteur. Il y a progrès, je l'admets ; mais pour que ce progrès soit considérable et ne nous laisse plus aucune crainte dans l'avenir, il faudra que le cultivateur adopte généralement un système plus rationnel et plus généreux, par lequel on rendra régulièrement et systématiquement à nos terres ce qui a été enlevé par une culture très épuisante, de près de deux siècles, dans certaines paroisses. Le progrès est là, et pas ailleurs !

Le système des beurreries et des fromageries peut nous y mener, surtout avec de la bonne volonté et une connaissance plus approfondie de tout ce qui se rapporte à cette industrie. N'oublions pas que notre agriculture ne produit plus que du tiers au quart de ce qu'elle produisait autrefois, n'oublions pas surtout que ce dépérissement régulier du sol représente annuellement des centaines de millions de piastres perdues pour l'agriculture et pour le pays.

Ce chiffre peut paraître exorbitant à ceux qui ignorent que notre production agricole annuelle, au Canada, telle qu'elle est, dépasse, année moyenne, deux cent vingt-cinq millions de piastres ! Doublez et triplez cette somme, et dites combien l'instruction agricole, si peu populaire aujourd'hui, s'impose, pourtant, à tout patriote éclairé en Canada !

Le progrès est donc là, dans l'enseignement agricole sous toutes les formes, et là seulement ! Et, qu'on n'aille pas croire que la province de Québec est seule en souffrance.

Nous souffrons, probablement plus qu'ailleurs, mais dans la proportion de 4 à 3 environ.

C'est dire que le système suivi, en Canada, trop généralement, est ruineux pour la terre et, par conséquent, ruineux pour la génération actuelle, et plus encore, pour celles qui viendront après nous, si nous n'y mettons pas ordre... Et la preuve, c'est que malgré les cinq années de prospérité évidente que nous venons de traverser, l'émigration de nos centres agricoles est encore trop générale et trop prononcée.

Que sera ce donc, quand les récoltes seront mauvaises, ou quand les marchés avantageux nous feront défaut ?

ED. A. BARNARD,  
Directeur de l'Agriculture.

Québec, le 23 janvier 1885.

#### Notes sur les Cercles agricoles.

Nous lisons ce qui suit dans le *Courrier du Canada* du 28 janvier dernier sous le titre "Le progrès agricole" :

"Le char d'exposition du Pacifique doit arrêter vendredi, à Saint-Agapit, de dix heures à midi et demi, afin de fournir aux cultivateurs de cet endroit l'occasion de se renseigner sur l'état agricole du Nord-Ouest."

"Saint-Agapit est une des petites paroisses de la province. Mais l'esprit de progrès y a produit des merveilles depuis quelques années. Sous les auspices de l'actif et intelligent curé de cette paroisse, Monsieur l'abbé Montminy, les cultivateurs ont fondé un des cercles agricoles les plus prospères du pays. Ils ont eu des expositions vraiment remarquables. En un mot ils ont fait preuve d'intelligente activité, et ont obtenu des résultats très satisfaisants."

"Le fait que le char d'exposition du Pacifique arrête à Saint-Agapit est une preuve de la bonne réputation agricole dont jouit cet endroit. C'est un compliment flatteur que la